

AGIR POUR NOS MÉTIERS ET L'ÉDUCATION

« **On peut faire plus avec moins** », c'est ce que Chatel et les membres du gouvernement répètent en boucle. L'objectif est bien évidemment de tromper l'opinion, mais plus encore d'étouffer tout débat, d'esquiver tout bilan sur la politique éducative qu'ils mènent depuis des années.

Et pourtant ! Les rapports, d'horizons divers, se suivent pour aboutir, tous, à un même constat. La France est devenue l'un des pays qui investit le moins dans l'éducation et donc dans l'avenir. Des reculs incessants marquent depuis dix ans, pour nos élèves, l'accès à la poursuite d'études. Les personnels sont de plus en plus empêchés dans l'exercice de leurs métiers et de leurs missions. Les salaires sont au plus bas.

Dès lors, comment au moment où s'esquisse le budget 2012, ne rien dire, ne rien faire, sachant que l'hypothèse d'une suppression de plus de 6 000 postes est avancée pour le second degré (60 000 élèves supplémentaires y sont attendus) ? Comment ne pas réagir à l'indécence du ministre qui se livre dans un tel contexte à une campagne publicitaire pitoyable et sexiste sur les recrutements ? Comment ne pas intervenir à la veille de décisions que ce même ministre pourrait prendre sur la réduction de notre temps de vacances ? Ou encore sur l'évaluation des enseignants par le chef d'établissement (*).

La grève du 27 septembre relève du devoir de chacun d'entre nous de dire STOP ! et d'exiger à l'opposé, que soient donnés au service public d'éducation les moyens de ses missions, que prévalent le respect de ses personnels et la revalorisation de leurs fonctions.

Il serait toutefois illusoire d'en rester là. Car il faut aussi en finir avec des réformes, des modes d'organisation, des modes de gestion, des modes de décision qui vont à rebours des principes de service public, nuisent à son efficacité, contraignent les personnels. **Il nous faut reprendre la main sur le sens de nos métiers.** L'expression forte de la profession est d'autant plus nécessaire, qu'à quelques mois d'échéances politiques cruciales, la question de l'École s'installe dans le débat public. Et que n'y manquent pas des propositions diverses et variées sur la redéfinition de notre métier - voire de notre statut - qui ont en commun de ne jamais avoir été débattues avec les personnels.

Alors le 27 septembre, exprimons clairement et très fortement ce que nous voulons comme ce que nous ne voulons pas, pour le second degré, pour notre métier. Faisons nous entendre.

(*) Évaluation des enseignants : les IPR prennent le virage et passent le volant aux chefs d'établissements ?

Nous avons tous reçu dans nos casiers la nouvelle notice d'inspection 2011/2012. Celle-ci interpelle, pour le moins, tant les renseignements demandés sont pour nombre d'entre eux forts éloignés de ce qui fait le coeur de notre métier d'enseignant.

Cette "nouveau" prend malencontreusement les devants de ce que veut notre ministre : mettre fin à la double évaluation, chiffrée, des enseignants, pour la remplacer par une évaluation "au plus près du terrain". Que les organisations syndicales représentatives des chefs d'établissement réclament cette prérogative pour parachever l'autonomie dont ils sont les défenseurs étonne peu, que les IPR cèdent aussi vite doit alerter la profession sur l'urgence de dire NON à une telle évolution. NON à une carrière qui dépendrait de l'appréciation d'un évaluateur unique fort éloigné de notre discipline de recrutement. NON à un métier prescrit. L'engagement de tous dans la grève du 27, le vote aux élections professionnelles, l'adhésion syndicale, sont des occasions de le dire clairement.



**(ré)Agissez ! POUR L'ÉDUCATION
POUR NOS MÉTIERS**

Grève nationale

MARDI 27 SEPTEMBRE 2011

à l'appel de : FSU, FERC-CGT, SGEN-CFDT, UNSA Éducation

**POUR UN AUTRE BUDGET
ET POUR D'AUTRES RÉFORMES
DU SYSTÈME ÉDUCATIF**



- **POUR** un plan pluriannuel de **recrutement massif** à la hauteur des enjeux des services publics
- **POUR** le **respect de nos métiers** et de nos missions
- **POUR** la **revalorisation** de nos professions et de nos salaires
- **POUR** donner **un avenir au collège**
- **POUR** construire **un lycée démocratique**
- **POUR** une réelle **relance de l'éducation prioritaire**
- **POUR** une autre réforme de la **formation des enseignants**
- **POUR** développer une **véritable orientation scolaire**

Manifestations départementales

Tulle 10h30 Cité administrative

Guéret 10h Mairie

Limoges 10h30 Rectorat